

## **Vicieuses 35 heures !**

**Denis Clerc, *Alternatives économiques* n°234, mars 2005**

### ***Je viens de m'apercevoir d'un vice supplémentaire des 35 heures : elles rendent bête. Même des gens intelligents***

Les 35 heures avaient déjà bien des vices. Elles auraient, paraît-il, supprimé des emplois, affaibli les entreprises et donc l'économie française, appauvri les salariés, complexifié le droit du travail, engendré une mécanique infernale à propos du Smic, accentué l'interventionnisme public... Bref, l'horreur. Je viens de m'apercevoir d'un vice supplémentaire : elles rendent bête. Même des gens intelligents, comme je m'en suis aperçu à l'occasion de trois lectures récentes.

Dans *Le Monde* du 27 janvier, un chroniqueur que je lis habituellement toujours avec plaisir, avance que « *ce n'est un secret pour personne que les 35 heures ont été ravageuses pour les petites entreprises* ». Et il ajoute : « *Et ce n'est pas le moindre paradoxe qu'une loi votée par les socialistes ait causé tant de mal aux salariés les plus modestes.* » Ce qui n'est un secret pour personne est que les petites entreprises (moins de 20 salariés) bénéficiaient d'un délai supplémentaire pour se mettre en règle avec la nouvelle durée légale, avec un contingent accru d'heures supplémentaires et un taux de rémunération de ces heures majoré de 10 % seulement au lieu de 25 %. Deux mesures que le gouvernement Raffarin a pérennisées. Et dont on n'a pas vu qu'elles étaient ravageuses, puisque

l'excédent brut d'exploitation (leur profit avant amortissements, remboursement d'emprunts et impôts) des entreprises individuelles a progressé trois fois plus vite que celui des sociétés depuis 2002.

Quant aux salariés les plus modestes, ceux qui sont au Smic n'ont pas perdu de pouvoir d'achat s'ils sont passés à 35 heures entre fin 1998 et décembre 2004, et ils en ont gagné 15 % s'ils sont restés à 39 heures. En outre, les 35 heures se sont accompagnées d'une augmentation du temps travaillé par les salariés à temps partiel (en moyenne, 67 % d'un temps plein en 2003, contre 59 % en 1998) et d'une réduction de la proportion de travailleurs à temps partiel (17,3 % en 1998, 16,7 % en 2003). Ce qui fait du mal aux salariés les plus modestes, ce ne sont pas les 35 heures, c'est le chômage et l'insécurité de l'emploi.

Dans *Le Monde* du 4 février, un journaliste prestigieux de ce prestigieux journal écrit : « *La réforme des 35 heures, si décriée par la droite, a évidemment accentué la modération salariale.* » C'est vrai. Mais cela ne s'est pas traduit, comme il le suggère, par une réduction de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Car si le pouvoir d'achat du salaire net moyen a peu progressé, la masse des salaires bruts versée par l'ensemble des entreprises, en revanche, a augmenté de 18,5 % en pouvoir d'achat entre 1998 et 2002 : tout simplement parce qu'entre temps, le nombre d'emplois avait progressé de 10,4 %. D'où un léger recul – et non pas une hausse – de la part des profits bruts dans la valeur ajoutée. Ce qui augmente celle-ci, ce ne sont pas les 35 heures, mais l'absence de création d'emplois.

Dans *Les Echos* du 14 février, un chargé d'études de l'Institut Montaigne (un laboratoire d'idées libéral) publie un « Point de vue » où il affirme : « *On savait notre pays inspiré par le malthusianisme depuis les 35 heures et la représentation du travail qu'elles véhiculaient (une denrée rare qu'il convient de se partager).* » Malthusiennes, les 35 heures, alors que le nombre d'heures travaillées dans le secteur marchand a progressé de 5 % entre juin 1998 et décembre 2001, tandis qu'elles diminuaient de 2 % entre décembre 2001 et juin 2004 ? Et que la croissance économique de la France a été supérieure en moyenne d'un point à celle enregistrée dans l'ensemble de la zone euro entre 1998 et 2001, tandis qu'elle a été inférieure en moyenne d'un demi-point entre 2002 et 2004 ? Ce qui est malthusien, c'est de laisser les gens au chômage du fait d'une politique économique qui a réussi à supprimer 25 000 emplois salariés en trente mois dans le secteur concurrentiel (juin 2002-décembre 2004), contre une création nette de 1 409 000 emplois salariés dans le même secteur au cours des trente mois précédents.

Je veux bien admettre tout ce que l'on voudra, mais pas les contrevérités flagrantes. Que ceux qui critiquent les 35 heures viennent me dire comment expliquer toutes ces créations d'emplois, si la RTT n'a eu que des effets négatifs. Et que ceux qui n'y voient que malheur et désolation pour les salariés viennent interroger les chômeurs qui sont désormais salariés. Un peu de sérieux, s'il vous plaît !

**N.B. :** tous les chiffres d'emplois et de pouvoir d'achat proviennent de la Dares :

++[www.travail.gouv.fr/etudes/etudes\\_f.html](http://www.travail.gouv.fr/etudes/etudes_f.html) ; ceux de la croissance de la France et du revenu brut d'exploitation, de la Comptabilité nationale ; et ceux du temps partiel et de la croissance de la zone euro, d'Eurostat.